

LE POINT DE VUE DU GERANT

L'été aura été marqué par les mouvements de contestation paralysant Hong Kong. Les manifestations auraient rassemblé jusque 2 millions de personnes certains jours, un chiffre significatif pour une population de 7 millions d'habitants. A plusieurs reprises, l'aéroport a été paralysé.

C'est un projet d'amendement par les autorités de Hong Kong relatif à une loi d'extradition qui a mis le feu aux poudres. La crainte de la population était qu'une fois cet amendement voté, il permette à la Chine de s'immiscer dans le système juridique de Hong Kong, plaçant de ce fait sa population et ses visiteurs sous juridiction chinoise. Cela remettait en particulier en question la formule « Un pays deux systèmes » énoncée par Deng Xiaoping.

En vertu des accords sino-britanniques de 1984, la Chine s'est en effet engagée à maintenir le système économique et législatif pendant une période de 50 ans à compter de la rétrocession de juillet 1997. Cela signifie que le système capitaliste hérité des britanniques reste en vigueur jusque 2047 et donc que le système socialiste de la République populaire de Chine ne soit pas appliqué pendant cette transition.

Si on peut comprendre certaines craintes de la population de Hong Kong, il faut garder en tête que la Chine raisonne à long terme et sait qu'à un horizon de 30 ans, la ville sera aspirée. Ainsi, Hong Kong représentait 27% du PIB de la Chine au moment de la rétrocession, mais ne pèse désormais plus que 3% du PIB chinois. De nombreuses métropoles chinoises n'étaient en effet que des friches rurales dans les années 90 mais se sont depuis développées à une vitesse fulgurante. C'est en particulier le cas de la province du Guangdong et de sa capitale Shenzhen, ville qui jouxte Hong Kong et qui est devenue l'une des plus riches de Chine, abritant en particulier les sièges de Tencent et Huawei.

Pour la Chine, l'enjeu n'est donc pas Hong Kong mais plutôt d'éviter une éventuelle contagion à Taiwan. Le président Xi Jinping a rappelé en début d'année que Taiwan fait partie de la Chine et que les peuples des deux côtés du détroit doivent rechercher la réunification. Une façon pacifique pour y parvenir repose précisément sur une intégration douce de Hong Kong que ces émeutes remettent en question.

A plus court terme, l'enjeu pour Hong Kong est désormais de voir si le calme est restauré, puisque début septembre les autorités ont annoncé que le projet de loi serait retiré définitivement. Il serait temps car les événements récents sont en train de faire plonger Hong Kong en récession et pourraient avoir des impacts collatéraux, comme sur le secteur du luxe où de nombreuses marques ont une exposition significative à la ville.

GÉRANT
David DEHACHE

